

**EMBARGOED: not for news wire transmission, posting on websites, or any other media use until 12:00 p.m. EDT (Washington time) APRIL 19, 2004**



# La Banque mondiale

Communiqué N° 2004/284/S

**Contacts:** Christopher Neal (202) 473-7229

[Cneal1@worldbank.org](mailto:Cneal1@worldbank.org)

Damian Milverton (202) 473-6735

[Dmilverton@worldbank.org](mailto:Dmilverton@worldbank.org)

TV/Radio: Cynthia Case (202) 473-2443

[Ccase@worldbank.org](mailto:Ccase@worldbank.org)

Nazanine Atabaki (202) 458-1450

[Natabaki@worldbank.org](mailto:Natabaki@worldbank.org)

## **RETOUR DES FLUX DE CAPITAUX PRIVÉS VERS QUELQUES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET HAUSSE INSIGNIFIANTE DES APPORTS D'AIDE PUBLIQUE AUX PAYS LES PLUS PAUVRES**

**WASHINGTON, 19 avril 2004** — Les flux nets de capitaux privés vers les pays en développement ont atteint, dans l'ensemble, 200 milliards de \$ en 2003, soit une hausse substantielle par rapport aux 155 milliards de \$ enregistrés en 2002. Cependant, le gros de cette augmentation profite principalement à un très petit nombre de pays qui se portent relativement mieux, alors que l'aide publique au développement destinée aux nations les plus pauvres n'a augmenté que symboliquement. Ce sont là les constats établis par la Banque mondiale, dans son rapport annuel 2004 sur le financement du développement dans le monde, intitulé *Global Development Finance 2004*.

*“Le retour des flux de capitaux dans certains grands pays est encourageant et reflète une amélioration de la situation économique mondiale,”* déclare **François Bourguignon, Economiste en chef à la Banque mondiale**. *“Ce qui nous préoccupe ce sont les apports d'aide publique qui sont vitaux pour les pays les plus pauvres. Ces flux n'ont enregistré qu'une faible augmentation et l'année dernière était bien en deçà des niveaux nécessaires pour atteindre les Objectifs de développement pour le millénaire (ODM),”*

L'augmentation des flux privés étrangers — obligations et prêts bancaires — dont la plus grosse part est allée au Brésil, la Chine, l'Indonésie, le Mexique et la Russie, est le principal facteur d'une hausse globale des flux de capitaux nets au profit des pays en développement, sources publiques et privées confondues, soit 228 milliards de \$ en 2003 alors qu'en 2002 ces apports ne représentaient que 190 milliards de \$. Les flux de capitaux privés nets ont augmenté pour toutes les régions en développement, à l'exception du Moyen Orient et l'Afrique du Nord. Cette hausse relevée dans les flux privés s'explique, en partie, par les faibles taux d'intérêt dans les pays industrialisés et reflète une reprise soutenue de l'économie mondiale. En outre, cet accroissement résulte de la mise au point, dans plusieurs pays en développement, de politiques fiscales saines et

de réformes structurelles.

Malgré la hausse générale des flux de capitaux vers les pays en développement, le transfert de ressources nettes des pays riches vers les pays pauvres reste négatif. De même, l'aide publique nette au développement (APD) n'a augmenté que de 6 milliards de \$ pour passer à 58 milliards de \$ en 2002, sans oublier que la moitié de cette augmentation est affectée à l'allègement de la dette et pour couvrir les frais administratifs des organismes donateurs, plutôt que de constituer des ressources nettes pour les nations en développement. Un autre milliard de \$, de cette hausse, consiste en nouveaux apports au profit de l'Afghanistan et du Pakistan.

*“Cette légère augmentation de l'APD est préoccupante, surtout après l'échec des efforts visant à atteindre un accord lors de la réunion, l'année dernière, de l'OMC à Cancún sur la réduction des subventions agricoles et des barrières douanières,”* commente **Bourguignon**. *“Nous espérons assister à des progrès, l'année prochaine, et que les pays du Nord concrétiseront leurs promesses de faire du développement une question prioritaire, promesses qu'ils ont faites aux conférences internationales de Monterrey, Doha et Johannesburg”*, rappelle-t-il.

Dans l'ensemble, les pays en développement ont enregistré des excédents de comptes courants de 76 milliards de \$, soit 1,1% de leurs PIB. Ces excédents—accumulés en Russie, en Chine et en Arabie Saoudite—coïncident avec une importante accumulation, des réserves de quelques pays en développement, estimée à plus de 1,2 billion de \$. La Chine, l'Inde et quelques autres pays détiennent le gros de ces réserves et en ont investi une bonne part dans les marchés des capitaux des pays développés.

*“Ceci démontre la profonde interdépendance qui caractérise l'économie mondiale, avec des flux mondiaux de capitaux, des politiques commerciales et de change qui n'ont jamais atteint un tel degré de complexité,”* affirme **Mansoor Dailami**, l'auteur principal du rapport. *“Il s'agit maintenant d'augmenter les flux vers les pays en développement, d'une manière durable et viable, et de les orienter vers les pays dotés de bonnes politiques et vers des investissements de nature à produire une croissance à long terme et à réduire la pauvreté.”* Dans cet esprit, le rapport GDF expose les mécanismes idoines pour donner un souffle nouveau à l'investissement dans l'infrastructure et le financement du commerce dans les pays en développement.

La hausse des flux de capitaux est signe d'une meilleure croissance économique mondiale. Croissance qui est passée de 1,8% en 2002 à 2,6% en 2003 et qui doit atteindre 3,7% cette année. Pris collectivement, les pays en développement ont enregistré un taux de croissance d'environ 4,8% en 2003 et devront réaliser une croissance de 5,4% en 2004, soit plus que le taux record de 5,2% réalisé en 2000.

Cette nouvelle tendance à la hausse a été suscitée par l'assouplissement des politiques fiscales et monétaires des pays riches, aux États-unis notamment, ainsi que par l'augmentation de 10% des prix des produits marchands hors hydrocarbures qui constituent, pour de nombreux pays en développement, une importante source de devises étrangères. De même, comme de nombreux pays en développement ont accumulé des excédents et ont décidé de s'appuyer sur un financement par l'émission d'actions, ils ont réussi à améliorer leurs situations en termes d'engagements extérieurs. La dette extérieure totale des pays en développement représentait 37% de leur PIB en 2003, un net allègement par rapport aux 44% de 1999.

Ainsi, ces tendances se soutiennent mutuellement car elles surviennent à un moment où les pays en développement se dotent de politiques monétaires et fiscales plus saines, adoptent des systèmes de change plus souples, le tout pour réduire la tendance à l'emprunt en devises étrangères. La notation moyenne de l'emprunt garanti par l'Etat, pour les pays en développement, a atteint son niveau le plus élevé depuis 1998 ; des pays comme l'Inde, la Russie et la Turquie reçoivent, depuis 2003, des classements encourageants chez les grandes agences de notation du risque. De même, la marge de risque sur les obligations des marchés émergents (EMBI+) est passée de 765 points de base, à la fin 2002, à 385 points de base début janvier 2004 avant de remonter à 430 points de base à la fin du même mois.

Un risque subsiste cependant: celui de voir les déficits des pays à revenus élevés – qui ont sensiblement augmenté depuis 2002 – compromettre le flux de capitaux à destination des pays en développement.

*“Les déficits fiscaux des pays en développement ont atteint 3,7% du PIB,” avertit **Uri Dadush, Directeur du Development Prospects Group à la Banque mondiale.** “Si ce déséquilibre fiscal n'est pas rectifié, il pourrait provoquer une hausse des taux réels d'intérêt au niveau mondial au moment de la reprise. Une telle situation freinerait les flux de capitaux vers les pays à revenus faibles et intermédiaires car le secteur public des pays à revenus élevés opposerait aux pays en développement une concurrence vigoureuse sur l'accès à l'épargne mondiale.”*

Si au total les flux privés vers les pays en développement ont augmenté en 2003, l'investissement direct étranger a accusé une baisse pour la deuxième année consécutive: 135 milliards de \$ en 2003 alors qu'il se chiffrait à 175 milliards de \$ en 2001, soit une baisse de 24%. Ce déclin s'explique, pour l'essentiel, par les IDE destinés aux secteurs des services tels que les télécommunications et l'énergie où le cycle des privatisations de la fin des années 1990 s'est maintenant estompé ainsi que par le fait que les quelques pays, comme l'Argentine, qui étaient de gros bénéficiaires d'IDE destinés aux services traversaient une crise.

Une source nouvelle et importante de capitaux dont bénéficient les pays en développement est les envois de fonds des travailleurs émigrés installés dans les pays riches. La part de ces envois connaît une augmentation ininterrompue depuis 1998 et s'est élevée à 93 milliards de \$ en 2003, soit une hausse de 20% par rapport à 2001. Pour les pays en développement, cette source de capitaux se place juste derrière les IDE et représente près du double de l'ensemble des apports reçus au titre de l'aide publique au développement.

La légère augmentation des flux d'aide publique est accompagnée par une chute des prêts nets non concessionnels consentis par les agences d'assistance bilatérales, passant de -8,8 milliards de \$ en 2002 à -11,8 milliards de \$ en 2003. Les prêts nets non concessionnels des institutions multilatérales ont également chuté en 2003, passant de 7,2 milliards de \$ à 0,1 milliard de \$, ceci étant essentiellement dû à l'absence de grandes crises qui auraient nécessité des interventions exceptionnelles ainsi qu'au paiement anticipé de prêts à la Banque mondiale, notamment par la Chine, l'Inde et la Thaïlande.

### **Les flux de capitaux créent des opportunités**

L'accroissement des flux de capitaux privés offre, aux pays en développement, des opportunités intéressantes pour investir dans les infrastructures et faciliter le financement des échanges

commerciaux afin de favoriser un cycle dynamique de flux de capitaux, de croissance économique et de réduction de la pauvreté.

Depuis 1997, chaque grande mesure de financement des infrastructures dans les pays en développement— qu'il s'agisse du financement total étranger, du financement de projets et des investissements avec participation de capitaux privés— a chuté d'au moins 50%. Ce repli, provoqué par les crises qui ont touché l'Asie du Sud-Est, la Russie et le Brésil à la fin des années 1990, a été exacerbé par le « retrait » des grandes banques commerciales et l'affaiblissement de l'industrie mondiale des infrastructures.

Or, les besoins en infrastructures des pays en développement sont à la fois urgents et importants. Environ 1,1 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable, 2,4 milliards d'individus vivent dans l'insalubrité et 1,4 milliards de personnes n'ont pas l'électricité. Le coût des investissements en infrastructures, dans ces pays, est estimé à quelques 120 milliards de \$ par an d'ici 2010 pour le secteur de l'électricité, et 49 milliards de \$ par an, jusqu'en 2015 pour l'eau et l'assainissement.

Le rapport de la Banque mondiale recommande aux pays en développement de drainer les capitaux internationaux afin de satisfaire la demande de financement d'infrastructures en mettant en place, entre autres mesures, des règles transparentes avec la garantie de respect des contrats, en renforçant les marchés locaux de capitaux, en élaborant des instruments de réduction des risques associant les secteurs public et privé et en aidant les fournisseurs publics de services d'infrastructures à atteindre les normes de solvabilité commerciale. Il appelle également les agences multilatérales à accompagner et soutenir les pays dans la voie de ces réformes.

Comme les échanges commerciaux représentent près de la moitié du revenu national brut des pays en développement, il est important pour les perspectives de développement de ces pays de financer ces échanges, précise le rapport. Le financement du commerce que proposent les banques commerciales, les agences de crédit-export, les banques multilatérales de développement, les fournisseurs et les acheteurs, a évolué en dents de scie depuis le début des années 80 même si sa croissance annuelle est estimée en moyenne à 11%. En 2003, les banques commerciales internationales ont engagé quelques 23,7 milliards de \$ au titre du financement du commerce. *Global Development Finance* appelle les pays et les agences multilatérales à prendre les mesures nécessaires pour accroître le montant du financement destiné aux échanges commerciaux, notamment en direction des pays pauvres. En atténuant les risques des créditeurs en garantissant les fonds par les produits échangés, ces pays pourront alors avoir un plus grand accès aux marchés des capitaux.

Au moment où l'économie mondiale retrouve le chemin de la croissance, le rythme de la relance et les perspectives varient d'une région en développement à une autre. Quelques indicateurs:

- L'Asie de l'Est s'affiche en tête du palmarès de la croissance mondiale avec ses 7,7%, l'économie chinoise étant son moteur puisque ce pays représente à lui seul deux-tiers du PIB de la région parce que aussi, la Chine devient un marché d'exportation de plus en plus important pour les autres pays de la région.
- Mené par une croissance triplée des dépenses en capitaux, le PIB de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale est passé à 5,5% en 2003 alors qu'il était de 4,6% en 2002.
- La croissance soutenue, poussée par une demande de consommation intérieure et d'une année sans sécheresse en Inde, a permis à l'Asie du Sud d'enregistrer une croissance de

6,5%. Les envois des travailleurs émigrés et l'accroissement des IDE contribuent de plus en plus à la croissance et aux perspectives des pays de l'Asie du Sud.

- En dépit de la guerre en Irak, le PIB des pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord a enregistré une hausse de 5,1%, alors qu'il n'était que de 3,3% en 2002. Cette hausse est menée par les exportateurs de pétrole qui ont profité de l'augmentation des prix des hydrocarbures.
- Malgré un secteur pétrolier en pleine expansion en Afrique occidentale, le taux de croissance global de l'Afrique sub-saharienne était de 2,4%, un net recul par rapport à celui de 2002 (3,3%). Les conditions météorologiques défavorables ont frappé de plein fouet la production agricole et la persistance de la guerre civile dans plusieurs pays a été un facteur de blocage supplémentaire.
- En Amérique latine nous assistons à une reprise timide; le PIB de la région a été évalué à 1,3% en 2003. Si l'on exclut les pays qui viennent de sortir de la crise, les meilleures performances ont été enregistrées au Chili, en Colombie et au Pérou. Avec les signes de relance décelés au Mexique et au Brésil, la croissance économique de la région est estimée à 3,8% cette année.

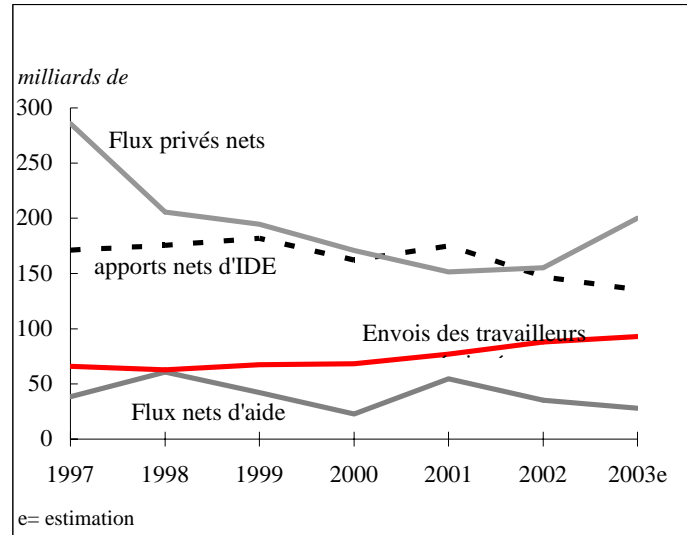
### Croissance mondiale réelle du PIB

	2002	2003e	2004p	2005p	2006p
Monde	1,8	2,6	3,7	3,1	3,0
Pays à revenus élevés	1,4	2,1	3,3	2,6	2,5
Pays en développement	3,4	4,8	5,4	5,2	5,0
Asie de l'Est et Pacifique	6,7	7,7	7,4	6,7	6,3
Europe et Asie centrale	4,6	5,5	4,9	4,8	4,7
Amérique latine et Caraïbes	-0,6	1,3	3,8	3,7	3,5
Moyen Orient et Afrique du Nord	3,3	5,1	3,7	3,9	4,0
Asie du Sud	4,3	6,5	7,2	6,7	6,5
Afrique sub-saharienne	3,3	2,4	3,4	4,2	3,9

### Flux de capitaux vers les pays en développement

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003e
IDE	171	176	182	162	175	147	135
Capitaux privés étrangers	286	206	194	171	151	155	200
Capitaux publics nets	38	61	42	23	55	35	28
Envois des travailleurs émigrés	66	63	68	68	77	88	93

## Flux financiers nets vers les pays en développement



*Les journalistes peuvent avoir accès à ce document avant l'expiration de l'embargo en se connectant au Media Briefing Center de la Banque mondiale: <http://media.worldbank.org/secure/>*

*Les journalistes accrédités qui ne sont pas en possession d'un mot de passe peuvent en faire la demande en remplissant le formulaire posté ici: <http://media.worldbank.org/>*

*Le rapport et autres documents connexes seront mis à la disposition du public sur le site de la Banque mondiale dès l'expiration de l'embargo, voir: <http://www.worldbank.org/prospects/gdf2004>*

*Les agences de presse sont vivement encouragées à mentionner l'URL de ce site lorsqu'elles citent ce rapport.*

#####